



Vingt Sem ont concouru à l'édition 2005 des Sem d'or, un concours destiné à mettre en valeur des initiatives significatives de la performance économique, sociale ou environnementale des Sem au service des collectivités locales. Sem mag' vous livre les actions qu'elles ont présentées le 21 juin dernier.

## Les Sem primées

### La SELI (87) opère le cœur de Limoges

La Seli (Sté d'équipement du Limousin) s'est vu attribuer le Sem d'or 2005 du renouvellement urbain pour la démarche globale qu'elle a conduite dans l'opération «Cœur de Limoges», une reconquête du centre-ville qui porte à la fois sur le commerce, le patrimoine et l'habitat.

«Cœur de Limoges» vise à la fois la remise sur le marché des logements vacants, le retour en ville d'un millier d'habitants, le renforcement de la mixité sociale, et le redéploiement du commerce et du tourisme urbain. Dans le cadre d'une convention publique d'aménagement passée avec la ville, la Seli pilote l'ensemble des outils opérationnels pour une meilleure synergie des actions de redynamisation du centre-ville.

Un périmètre de restauration immobilière (PRI) complémentaire à l'Opah labellisée renouvellement urbain a été mis en place, permettant d'avoir rapidement un impact fort sur la réhabilitation des 42 immeubles retenus. Grâce à une campagne d'aide à la réhabilitation et à la protection du patrimoine, une centaine de façades ont déjà été ravalées et un accord avec la Fondation du patrimoine permet aux propriétaires de bénéficier d'aides particulières, notamment en matière de défiscalisation.

Un des enjeux majeurs réside dans la renégociation des baux commerciaux dits «tout immeuble» liés à la problématique des étages laissés vacants au-dessus des commerces des principaux axes commerciaux. Une reconquête qui doit permettre à elle seule la remise sur le marché de 160 logements.

La Seli a mis en place un plan de communication et d'actions d'animation collective en mobilisant tous les acteurs du sport,

culture, loisirs et commerce et a créé un nouveau circuit marchand accueillant de nouvelles enseignes sur le parcours piétonnier. Globalement, sur cinq ans (2003-2008), 20 millions d'€ seront investis sur cette opération dont 10 millions pris en charge par les propriétaires, 8 millions par la Ville, 1,5 million par l'Anah et 1 million par les différents partenaires (Etat, CCI, etc.).

Au-delà des retombées purement immobilières, «Cœur de Limoges» est en train de changer l'image de l'hyper-centre, une transformation indispensable pour permettre une véritable valorisation touristique des quartiers anciens à forte valeur patrimoniale.



Semita, DR



### Réunion (972): la Semita désenclave Cilaos grâce au haut-débit et au wi-fi

La Semita (Sté d'ingénierie et de télécommunications avancées) a été élue Sem d'or 2005 du développement local pour la réalisation et la gestion d'une infrastructure de réseau Internet à haut débit à Cilaos.

Cilaos, ville de 6 100 habitants enclavée dans l'un des trois cirques de la Réunion, faisait partie des zones non couvertes par l'ADSL : les opérateurs de télécommunications traditionnels ne l'avaient pas inscrite dans leur planning de déploiement, la jugeant insuffisamment rentable au vu des investissements indispensables liés au relief et au nombre limité d'abonnements potentiels.

Le cirque a été relié à la toile en un an, le temps nécessaire à la Semita et à ses partenaires (France Telecom et NextiraOne, leader mondial dans le domaine des télécommunications) pour développer la technologie du wi-fi (sans fil) qui a apporté une réponse fiable, beaucoup moins coûteuse (100 000 € d'investissement) et plus rapide à mettre en place que les réseaux filaires.

France Telecom a simplement fourni une liaison téléphonique spécialisée. Réceptionnée par une antenne située à la mairie, elle est ensuite renvoyée vers un récepteur placé au sommet du clocher de l'église. La liaison est alors transmise à une troisième antenne omnidirectionnelle, qui arrose à son tour l'ensemble de la commune.

Aujourd'hui, l'internet haut débit constitue, pour les habitants et les entreprises locales fortement axées sur le tourisme (hôtels, restaurants, gîtes, centre thermal, etc.), un outil de travail précieux dans le cadre de leurs échanges commerciaux, qui, de surcroît, a modifié le regard extérieur sur la qualité des services offerts.

(suite page 11)



# Les Sem primées

(suite de la page I)

## Stabus (15) décongestionne le centre d'Aurillac

Stabus (Sté des transports publics de la communauté d'agglomération d'Aurillac) a reçu le Sem d'or 2005 du développement durable pour la réduction de la place de l'automobile dans le centre-ville d'Aurillac.

Aurillac (33 000 habitants), ville centre de la communauté d'agglomération et seule aire urbaine du département du Cantal, concentre l'essentiel des emplois de l'agglomération. Pour faire face à l'augmentation du trafic qui a généré une saturation de certains axes de circulation, la communauté d'agglomération s'est lancée dans un schéma de cohérence territoriale et dans un plan de déplacements urbains.

Depuis 2002, Stabus a mis en place une navette gratuite permettant aux automobilistes de laisser leur véhicule sur un parc relais fermé de 300 places, également gratuit, situé en périphérie. La navette circule sur un parcours en boucle de 3,3 kilomètres et dessert trois arrêts dont l'hôpital. Deux minibus roulant au diester, équipés de filtres et pots catalytiques, ainsi que quatre conducteurs lui sont dédiés. Elle effectue 66 000 kilomètres/an. En assurant une fréquence de 10 minutes sur une amplitude de 7 h 30 à 19 h 30 en semaine et de 15 minutes de 8 h 30 à 18 h le samedi, la navette

Stabus, DR



a favorisé la décongestion de l'hypercentre et induit une nouvelle organisation des déplacements au bénéfice du cadre de vie des habitants qui s'inscrit dans la démarche globale du plan de déplacements urbains. Depuis son lancement, 100 000 voyageurs/an ont emprunté la navette, soit près du double des habitants de la communauté d'agglomération qui en compte 55 000.

La navette, une contribution positive à l'économie du centre-ville !

PFI, DR



## Région grenobloise : la Sem PFI (38) offre un service funéraire de qualité

Créée en 1988, PFI est la première Sem intercommunale de pompes funèbres et aussi le premier opérateur funéraire en France à avoir obtenu la certification Iso 9001 pour l'intégralité de ses services. Le jury lui a décerné la mention Sem d'or 2005 du développement local.

59 communes adhèrent à PFI. En 2004, 3 200 familles l'ont choisie, représentant 85% des décès de l'agglomération grenobloise (45% du département de l'Isère).

L'objectif de PFI est d'apporter une réelle valeur ajoutée aux populations et le meilleur service au meilleur coût, par une démarche personnalisée en adéquation avec leurs attentes, leurs confessions ou leurs philosophies. Objectif atteint, comme en témoigne un indice de satisfaction Iso de 18,22 sur 20.

Les services de PFI passent par l'organisation et la réalisation d'obsèques, l'accueil du public et l'accompagnement, toutes prestations et fournitures, l'organisation et la conduite de cérémonies civiles, les contrats obsèques, la gestion d'équipements funéraires modernes et adaptés, mais aussi par l'anticipation de nouveaux besoins (crémation, chambre funéraire, thanatopraxie, etc.).

PFI a su inventer un nouveau métier par une optimisation des ressources humaines (formation de ses agents, valorisation des fonctions, des spécialisations, et de leur rôle social) ; une adaptation des moyens matériels (véhicules funéraires modernes et régulièrement renouvelés, camions et engins adaptés aux spécificités de la région grenobloise) ; un développement des équipements intercommunaux (centre funéraire de 4 000 m<sup>2</sup> aujourd'hui, 5 000 m<sup>2</sup> en octobre 2006, crématorium et cimetière paysager) ; une valorisation du sens de l'éthique (dialogue permanent avec le tissu social, implication auprès de la profession à un niveau national et européen) ; une communication tous médias sur l'incommunicable vers un large public.

Sem pionnière dans le secteur funéraire et l'intercommunalité, PFI a fait école au plan national par la création de nouvelles Sem : Béziers, Brest, Paris, Tours ...

PFI, DR



Sem d'Or

# Renouvellement urbain

## La Sem VR (59) donne un nouveau cœur à Roubaix

Roubaix, deuxième ville de la métropole lilloise et du département du Nord, a subi la crise de l'activité textile des années 80 et connu un dépérissement du tissu urbain de son centre-ville. Entre 1995 et 2004, la Sem Ville Renouvelée a mis en œuvre le renouvellement complet du cœur de ville par des actions et opérations conduites pour le compte de la ville et de la communauté urbaine de Lille métropole.

Plusieurs dizaines de milliers de mètres carrés de friches urbaines ont été transformés, certains sites faisant l'objet d'un remodelage important, comme l'Espace Grand'Rue pour lequel la Sem VR a acquis le foncier. Elle a cédé les droits à construire à Altaréa-Géant qui a réalisé et gère un centre commercial de 30 000 m<sup>2</sup> ; elle a également cédé les droits à construire pour deux programmes de logements. En tant que mandataire de la communauté, elle a réalisé un parking public de 1 500 places au-dessus du centre commercial dont elle assure la gestion, ainsi que 3 000 autres places de stationnement. Elle a construit en propre un immeuble de bureaux sur le



centre commercial qu'elle a cédé à un investisseur privé et un cinéma, le Duplexe (9 salles, 1 600 places), qu'elle a vendu à un investisseur exploitant. Parallèlement, la SemVR s'est fortement impliquée dans les démarches d'animation commerciale auprès de l'association des commerçants et de gestion des espaces publics.

Avec la création de 50 000 m<sup>2</sup> de commerce dans une ville qui en avait perdu 30 000 entre 1985 et 1955, Roubaix s'affirme comme une ville commerçante avec un centre-ville redevenu agréable, vivant et sécurisé. Le tourisme urbain fait son apparition, alimenté par l'attractivité commerciale, mais aussi par la richesse du patrimoine et l'offre culturelle.

Le nouveau cœur de ville de Roubaix représente 60 millions d'€ d'investissements publics et 100 millions d'€ d'investissements privés.



Semi Tarbes, DR



## La Semi Tarbes (65) réhabilite le « Belon »

La Semi Tarbes a remis sur le marché un rez-de-chaussée commercial et trois logements, deux T4 de 100 m<sup>2</sup> et un T1 bis en duplex de 50 m<sup>2</sup>. La réhabilitation du « Belon » joue un rôle moteur pour la revitalisation du centre-ville : on assiste aujourd'hui à Tarbes à un phénomène grandissant de traitement des friches urbaines et à un réel souhait de protection de l'habitat ancien.

Le corps principal de l'immeuble fait face à la halle Marcadieu, laquelle a fait l'objet d'une réhabilitation importante en 2004 ; il est constitué d'un rez-de-chaussée, de deux niveaux et de combles. Le corps secondaire

donnant sur la rue Buron était composé d'une structure à colombages en bois garnis de terre séchée qui n'a pu être conservée lors de la rénovation.

L'ensemble des structures des planchers en bois a été renforcé. La couverture a été refaite à neuf. L'ouverture du XVII<sup>e</sup> siècle sur la rue Buron, la marquise et les fenêtres ont été restaurées.

L'ancien café a retrouvé preneur et abrite aujourd'hui un centre mutualiste d'audioprothèse. La mise en valeur architecturale du « Belon » a servi d'exemple à de

nombreux propriétaires privés pour la rénovation de leur habitat parfois insalubre et la mise en valeur de leur patrimoine.

L'opération d'un montant de 497 000 € a bénéficié d'aides de l'Etat, de la ville, et d'un partenariat avec le SILP (Logement pyrénéen) qui se charge de la gestion locative des appartements. Les trois logements ont été financés grâce aux aides du prêt locatif social (PLS) et le rez-de-chaussée commercial avec celles de l'Opération de renouvellement urbain (Oru). Dans le cadre d'une Opah et d'une opération façades, la ville de Tarbes a contribué à sa réhabilitation globale.

Semi Tarbes, DR



Sem d'Or

# Développement durable



## CTS (67) réalise un dépôt bus-tramways

Dans le cadre de l'extension du réseau tramway à l'horizon 2007-2008, la Compagnie des transports strasbourgeois s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage du futur dépôt de bus et tramways par la Communauté urbaine de Strasbourg. Elle a choisi de l'équiper en énergies propres : énergie solaire pour les installations et gaz naturel véhicules (GNV) pour la propulsion des bus.

Situé sur le site de la Kibitzenau, ce dépôt en cours de construction, d'une surface de 8,1 hectares (20 000 m<sup>2</sup> couverts), accueillera les 35 nouvelles rames Alstom Citadis du tramway et 125 autobus dont 55 fonctionnant au GNV. Son exploitation est prévue à compter de mars 2006.



30 m<sup>2</sup> de panneaux solaires assureront 65 % de la production d'eau chaude sanitaire ; 350 m<sup>2</sup> de panneaux solaires photovoltaïques produiront 64 000 kW/h d'électricité/an, soit l'équivalent d'environ 16 foyers. Grâce à l'utilisation de l'énergie solaire, la production de 5,37 tonnes annuelles de CO<sup>2</sup> sera ainsi évitée.

La station de compression de GNV permettra d'assurer le remplissage des réservoirs de 70 véhicules maximum.

Les choix de CTS s'inscrivent en cohérence avec la volonté de la collectivité d'être un acteur exemplaire du développement durable. Ils visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans une zone géographique où la pollution à l'ozone est importante et contre laquelle une lutte rapide et efficace au quotidien est devenue l'affaire de tous.

Avec l'utilisation d'énergies alternatives non polluantes, ce nouveau dépôt se veut une vitrine exemplaire, destinée aux particuliers comme aux industriels de la région.

## Guiltour (05) : vers un label tourisme durable

La Sem Guiltour initie sur le Parc naturel régional du Queyras le tourisme de demain : elle a participé de 2001 à 2004 à une expérimentation nationale menée sur huit territoires français et pilotée par l'Afit, rebaptisée depuis Odit France. Aujourd'hui, la qualité de l'environnement est devenue un élément déterminant dans le choix d'une destination vacances.

Le Parc naturel régional du Queyras propose des produits très spécifiques reposant sur une offre de lits non banalisés chez l'habitant : l'hiver, avec un ski organisé autour du concept de stations de villages ; l'été à partir d'un tourisme de grande nature. La commercialisation de



cette offre hétérogène constitue un enjeu essentiel qui conditionne le maintien de la population, de la qualité paysagère, biologique et culturelle du Parc.

L'expérimentation conduite par Guiltour s'est déroulée en quatre phases : un diagnostic de l'offre du territoire et de ses acteurs, une définition des nouveaux critères « tourisme durable », leur validation définitive par la mise en place d'un système d'information et de commercialisation en temps réel et une synthèse présentée en réunion publique.

L'expérimentation, qui a emporté l'adhésion de la grande majorité des acteurs touristiques du territoire, a permis de valoriser l'offre touristique en intégrant les dimensions environnementales, culturelles et sociales à la dimension purement économique.

Quinze nouveaux points d'information et de vente en réseau ont été mis en place. Grâce à un accompagnement permanent et personnalisé (800 heures de formation) auprès de 250 professionnels, ceux-ci sont devenus à la fois acteurs et défenseurs de ce nouveau mode de commercialisation pour lequel un logiciel de gestion de données environnementales a été mis en chantier.

Il permet au Parc naturel régional la gestion optimisée de ses informations, l'échange et leur mise à disposition par transfert automatique aux acteurs touristiques et aux internautes.

Des ventes de séjour stimulées par l'information environnementale, un premier pas vers la mise en place d'un label « Parc et tourisme durable ».



Sem d'Or

## RMG (84) : les petits Avignonnais futurs acteurs de la ville!

RMG, Sem de tourisme culturel et d'affaires, a mis en place un système éducatif pour sensibiliser les enfants au patrimoine avignonnais et les rendre acteurs de la ville de demain. Elle organise des ateliers pédagogiques dans le cadre du prestigieux palais des Papes.

Sur la base de programmes établis en concertation avec les enseignants du primaire à la terminale, les élèves appréhendent le développement urbain, la vie quotidienne, culturelle et économique à travers une exploitation pédagogique des différents monuments et musées d'Avignon.

Ils sont initiés à l'observation, amenés à prendre des photos, à croquer et même parfois à constituer un dossier sur lequel ils peuvent être notés par leurs enseignants. Le service éducatif de RMG conçoit les outils et supports pédagogiques et apporte une assistance à l'élève qui prépare un exposé ou un dossier. Durant l'année scolaire, ce service entièrement gratuit accueille en moyenne 5 000 élèves.



Véritable éducation du regard, l'approche du patrimoine est aussi un facteur d'intégration sociale : élargir le champ de l'activité scolaire redonne à chacun sa chance. L'élève en difficulté se trouve placé sur un pied d'égalité avec ses camarades et parvient même parfois à fournir la réalisation la plus aboutie.

En fin d'année, les travaux sont exposés au palais des Papes avec une inauguration en présence des élus et de la presse ; l'exposition reste ouverte au public durant une semaine.

Le service éducatif dispose d'un budget annuel de 85 000 € comprenant salaires, charges, fonctionnement d'une salle équipée et permettant l'acquisition des outillages et produits nécessaires aux ateliers (fresque, peinture sur bois, céramique, calligraphie, etc.) pour une application directe des techniques observées.

En 2005, RMG a financé deux projets spécifiques pour un montant de 5 000 € : un film de fiction imaginé et mis en scène par les élèves d'une classe de 5<sup>e</sup>, ainsi qu'un quizz qui s'adressera aux enfants du monde entier en visite au palais des Papes ; il fera également l'objet d'une diffusion dans les écoles du Vaucluse.

Gageons que les jeunes Avignonnais mettront leur connaissance du patrimoine au service de leur cité et feront maître de nouveaux comportements tels le respect du passé ou encore le souci de transmettre à leur tour une mémoire collective.

## TaM (34) mise sur l'intermodalité des transports montpelliérains

TaM, Société de transports de l'agglomération montpelliéraine, facilite l'intermodalité pour limiter l'usage de la voiture dans le centre de Montpellier. Elle participe au programme « Montpellier Grand Cœur » qui vise, par une extension de la piétonnisation, à revaloriser le centre-ville par des opérations de rénovation urbaine, de réaménagement des espaces publics, d'embellissement du patrimoine, mais aussi de protection de l'environnement.

TaM contribue activement au développement durable par la promotion de l'usage des transports en commun. La première ligne du tramway est la plus fréquentée de France avec 115 000 voyageurs/jour. Ses bus renouvelés roulent au gaz naturel pour véhicules ou à l'aquazole.

Les quatre parkings tramway des principaux pôles d'échange de la première ligne (Mosson, Euromédecine, Occitanie et Odysseum) avec véloparcs gardiennés et location de vélos connaissent un succès de fréquentation. Situés en périphérie, ces parkings fermés et surveillés permettent aux automobilistes de rejoindre le centre-ville en tramway ; ils offrent des vélos



à la location, leur permettant de terminer leur trajet. Gratuits pour les abonnés, ils proposent un tarif forfaitaire (3 €) incluant un ticket aller-retour pour chacun des occupants du véhicule.

TaM, gestionnaire de sept parkings en centre-ville, a aménagé dans chacun d'eux un parc à vélos : là encore gardiennage et mise à disposition

## La Sagi (75) mise sur la compétence des gardiens d'immeubles

Dans une logique de développement durable, la Sagi, Société anonyme de gestion immobilière de Paris, entend améliorer la gestion de proximité en plaçant ses gardiens d'immeubles au cœur du dispositif. Pour cela, elle a inscrit l'évolution de leur métier dans son plan stratégique d'entreprise 2001-2005 : au programme informatisation des loges en 2004 et développement d'une version spécifique du progiciel de gestion des réclamations début 2005.



Au total, 360 loges ont été informatisées et 422 gardiens formés en un an. Dans un premier temps, la Sagi a créé un groupe de travail test réunissant plusieurs volontaires, avec des niveaux de connaissance informatique variés ; elle a ensuite déployé le dispositif agence par agence. Parallèlement, une formation a été assurée par une équipe dédiée, relayée par une hotline : une journée d'initiation, suivie d'une demi-journée complémentaire si nécessaire, et d'une demi-journée de prise en main lors de l'installation de l'équipement informatique dans la loge.

Dans une seconde phase, la Sagi a développé la version gardien des applications de gestion des réclamations : constitution d'une équipe projet chargée de son élaboration technique et ergonomique, à laquelle dix gardiens ont été associés. Sur deux mois, 70 séances de formation ont été dispensées à l'ensemble des gardiens informatisés, aux responsables clientèle et techniques des agences, ainsi qu'aux techniciens du siège.

L'opération, qui représente un investissement d'environ 1 000 € par loge, amortissable sur trois ans, a permis à la Sagi de gagner en productivité, de donner une information en temps réel à ses gardiens et d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires, satisfaits à 88 %, selon une enquête Ipsos 2005, de la qualité du travail des gardiens et à 90 % de la rapidité de leurs réponses.

Pour les gardiens dont le français n'est pas la langue maternelle, la Sagi offre une formation complémentaire en français et, pour les plus compétents, une possibilité de plan de carrière !



de vélos sont gratuits. TaM propose également dans les parkings du centre-ville le forfait « Grand Cœur » (85€ mensuels) intégrant le stationnement, la libre circulation en transport en commun et la mise à disposition de vélos. Pour 2004, elle enregistre une fréquentation à la hausse de 10 % des transports en commun et de 40 % des parkings tramway (280 000 véhicules stationnés) ; elle aura également mis 7 000 vélos à disposition.

D'ici fin 2006, la seconde ligne de tramway « fleurira » l'agglomération montpelliéraine, puisque les futures rames arboreront des fleurs, et viendra agrandir le réseau qui, à terme, en comptera trois.

# Développement local

## Chamonix développement (74) : Ynfobus ou l'information en temps réel

La Sem Chamonix Développement, délégataire du réseau de transport urbain de la vallée de Chamonix, a mis en place depuis l'hiver 2004 un système d'informations pratiques pour venir en aide à ses clients.



A Chamonix, la majorité des clients des transports urbains sont des touristes qui ne connaissent ni la vallée, ni a fortiori le nom des arrêts de bus ; de plus, la vitesse commerciale des véhicules est élevée en dehors des zones denses, leurs vitres souvent embuées en hiver et, pour rejoindre le haut de la vallée, les bus empruntent deux itinéraires différents !

L'objectif de Chamonix Développement était d'annoncer à l'utilisateur le nom des arrêts sur son parc,

de lui fournir les informations nécessaires au bon déroulement de sa journée (météo, ouverture des domaines skiables, fermeture d'une route d'accès à la vallée en cas d'avalanche, etc.) et de lui donner la possibilité d'anticiper son déplacement depuis son lieu de résidence et de prévoir son temps d'attente à l'arrêt. Les messages d'alertes peuvent être diffusés sur l'ensemble des bus ou sur une ligne précise grâce à des écrans ou des afficheurs lumineux à l'intérieur des bus, couplés à des annonces sonores, permettant de diffuser des informations en temps réel.

Le système permet également de visualiser sur internet ([www.ynfobus.com/chamonix/PDA](http://www.ynfobus.com/chamonix/PDA)) depuis un poste fixe, un téléphone portable ou un assistant personnel (PDA), la position du véhicule sur la ligne et de se présenter à l'arrêt quelques minutes avant son passage. Durant l'hiver 2004-2005, 68 % des visites proviennent de téléphones mobiles ou PDA.

## Delta 3 (62) chargée de réaliser la plate-forme multimodale de Dourges

Delta 3 est la première plate-forme française à vocation européenne. Située à 25 km au sud de Lille, au cœur de l'ex-bassin minier, elle constitue un véritable enjeu de développement économique et valorise le savoir-faire de la Région Nord Pas-de-Calais dans les métiers du transport et de la logistique.

Créée en 2001, la Sem Delta 3 a pour projet unique la réalisation de la plate-forme multimodale de Dourges Nord Pas-de-Calais sur une superficie de 300 hectares englobant des terrains laissés vacants par la cessation d'activité d'Agglonord, usine de boulets de charbon.

En activité depuis décembre 2003, Delta 3 associe un terminal trimodal de transport combiné, une zone logistique qui représentera à terme 340 000 m<sup>2</sup> d'entrepôts et un centre de services. A ce jour, 170 000 m<sup>2</sup> sont construits ou en phase de construction, toutes ces surfaces étant déjà loués. Une extension de la zone est programmée sur 120 hectares complémentaires et sera opérationnelle courant 2008. Le site est accessible par route (échangeur dédié sur l'autoroute A1), par fer (raccordement aux voies Lens-Ostricourt et Lille-Paris) et par voie fluviale (canal grand gabarit Dunkerque-Valenciennes, relié au



réseau Nord européen). Le terminal de transport combiné est équipé de cinq portiques permettant la manutention et le transbordement des conteneurs et des caisses mobiles de la route, au rail, à la voie d'eau et vice-versa. Une zone de services met à disposition une station essence, un parking poids lourds, un restaurant et un immeuble tertiaire. L'investissement total de l'opération représente 305 millions d'€. Grâce à cette nouvelle plate-forme, l'activité régionale s'oriente vers de nouveaux métiers pourvoyeurs d'emplois.

Normandie Aménagement, DR



## Normandie Aménagement (14) revitalise la friche industrielle de la SMN

Sur le plateau de Colombelles, proche du centre de Caen, Normandie Aménagement (Sem de la communauté d'agglomération de Caen-la-Mer) réhabilite les 200 hectares de l'ancien site sidérurgique de la SMN (Société métallurgique de Normandie) pour y créer un territoire à vocation mixte, composé du pôle agro-alimentaire Normandial (50 ha) qui accueille déjà 400 emplois, et d'un campus technologique.

La revitalisation de la friche industrielle conduite par Normandie Aménagement a fait l'objet d'un pré-aménagement important : la quasi-totalité du site a été détruite, seuls quelques vestiges emblématiques témoignent de la mémoire ouvrière ; il a été paysagé par l'architecte-urbaniste Dominique Perrault.

En juin 2004, la direction de Philips Semi-conducteurs émet le souhait de construire un nouveau centre de recherche et de développement (*voir supplément Sem mag n° 31*), Normandie Aménagement propose à Philips un projet qui lui permettrait de pérenniser l'activité industrielle du site local par le jeu d'une mutation progressive vers des technologies innovantes et de poser les bases d'un véritable campus technologique.

Le Campus Normandie Technologie est en cours de réalisation avec l'implantation d'un premier ensemble, le centre de R&D de Philips : quatre bâtiments de bureaux laboratoires (14 242 m<sup>2</sup>) ; un bâtiment d'accueil (1 540 m<sup>2</sup>), un bâtiment administratif (1 743 m<sup>2</sup>) et 723 places de parking pour un budget de 200 millions d'€. Les travaux dureront 24 mois, 800 chercheurs s'y installeront fin 2006.

Le programme Philips représente un investissement de 200 millions d'€ qui bénéficie de 30 millions d'aides publiques (Feder : 10 millions, Etat : 10 millions, Région, département et communauté d'agglomération : 10 millions). Normandie Aménagement mise sur la « locomotive » Philips pour faire du campus l'une des dix plus grandes technopoles françaises...

Restent à venir sur le plateau de Colombelles : une zone de logements, dont la première tranche de 700 logements répondra aux besoins de logements identifiés dans le plan local d'urbanisme, l'implantation d'une base vie et d'un restaurant inter-entreprises (gardiennage, conciergerie, fitness, etc.) et l'arrivée de grands projets.



## La Semis (13) offre un canal de vitesse aux Saintes-Maries

La Semis, chargée du développement touristique des Saintes-Maries-de-la-Mer, a conduit un projet de haute technologie avec le canal de vitesse qui utilise les moyens naturels de la Camargue que sont le vent, la terre et l'eau. Il est devenu une véritable révolution dans le monde de la vitesse à la voile.

Ce canal d'une longueur de 1 300 m pour 40 m de large et une profondeur d'environ 1,70 m, est exposé à l'angle idéal des trois vents dominants du site. Il dispose d'un matériel de chronométrage entièrement créé par la Semis et l'un des plus performants du moment, fiable et homologué.

Depuis sa création en 2003, il détient huit records absolus de vitesse à la voile et a connu dix étapes de la coupe du monde de vitesse en planche. Il est loué à une quinzaine de coureurs qui financent entièrement le coût technique de l'opération pour un montant global de 58 811 €.

Le 10 avril 2005, l'objectif est atteint : tous les records de vitesse à la voile sur 500 mètres sont pulvérisés ; retombées médiatiques importantes, grande notoriété tant dans le domaine sportif que technique avec la reconnaissance du savoir-faire des équipes de la Semis.

L'exploit ne s'arrête pas là, il faut y ajouter un renouveau de l'image traditionnelle de la Camargue, des flamants roses, des chevaux et des taureaux. Un projet d'envergure internationale qui change l'image de marque de la Camargue !

## Semitib (59) : les seniors, c'est l'avenir !

Avec la Semitib, la vraie vie commence à 55 ans : la Société de transports du Bassin de la Sambre propose aux seniors de nouveaux services pour leur faire découvrir ou redécouvrir l'usage des transports en commun qui restent un lieu où se recrée un lien inter-générationnel.

Dans l'agglomération de Maubeuge, les 55 ans et plus représentent une catégorie en forte croissance : + 17 % au cours des quinze dernières années et + 35 % entre 2005 et 2020, selon les sources Insee.



En avril 2004, la Semitib a lancé une enquête auprès de 7 000 foyers dont un membre a au moins 60 ans pour mieux connaître les seniors, leurs habitudes et leurs motifs de déplacement. Elle a enregistré plus de 400 réponses.

En 2005, elle a mis en place une série d'actions comme le lancement du « Club des sages », un groupe d'une vingtaine de volontaires pour tester les nouveaux aménagements et services ; la mise en place d'une « Carte senior », un

abonnement mensuel avec dépôt du titre de transport à domicile ; la création de « Club senior », un journal d'information spécialement adapté (10 000 journaux édités et distribués) ; une signalétique destinée à faciliter l'accès aux places assises dans les véhicules, mais aussi aux arrêts ; l'organisation de journées de découvertes ou de rencontres ; des visites et des partenariats avec une cinquantaine de clubs du 3<sup>e</sup> âge ; ou encore la création d'un service adapté de transport à la demande. Une opération qui représente un budget global de 25 000 €.

## Semitan (44) : une mission de sécurité pour l'agglomération nantaise

Avec la navette Luciole, la Semitan apporte une alternative à la voiture permettant aux noctambules d'allier fête et sécurité. Dix-neuf discothèques de l'agglomération nantaise sont partenaires de l'opération.

Pour répondre aux risques élevés de sécurité routière qui touchent principalement les 18-25 ans en fin de semaine, la Semitan a lancé Luciole en novembre 2003. Service expérimental, il s'est pérennisé.

Luciole fonctionne dans la nuit du samedi au dimanche entre 2 heures 30 et 7 heures ; deux bus de 100 places au GNV (gaz naturel pour véhicules) effectuent chacun trois rotations par nuit sur un circuit de 26,5 kilomètres qui comporte 71 arrêts.

Le conducteur de bus est accompagné par un agent qui informe, veille au bon déroulement du parcours et tempère les noctambules. Les véhicules sont reconnaissables par une signalétique spécifique placée sur les espaces publicitaires traditionnels. Des cartes postales porteuses d'un coupon d'essai sont distribuées dans les boîtes de nuit ; par ailleurs, une large campagne de presse et d'information (soirée de lancement, distribution de dépliants, affichage abribus, etc.) a été mise en place. Chaque week-end, 200 à 250 personnes utilisent Luciole, une fréquentation en augmentation de 35 % depuis le lancement du service. Souhaitons longue vie à la petite bête de nuit !



## La Shéma (50) réalise à Cherbourg un pôle d'excellence des métiers de l'image et du son

Avec la reconversion du site hospitalier militaire de Cherbourg en campus de formation et de production cinématographiques, la Shéma a diversifié l'activité économique d'une région essentiellement dédiée au militaire et au nucléaire, tout en valorisant un ensemble historique au cœur de la ville.

De par ses sites naturels et son histoire, le Cotentin est une région appréciée des réalisateurs et a été choisie à plusieurs reprises par de grands noms du cinéma : Jacques Demy avec *Les parapluies de Cherbourg*, Roman Polanski avec *Tess*, ou plus récemment Richard Berry avec *La boîte noire*.

Il aura fallu onze mois à la Shéma pour reconvertir les 36 000 m<sup>2</sup> de l'ancien hôpital militaire et livrer le 1<sup>er</sup> campus européen des métiers de l'image et du son. L'architecture néo classique Napoléon III a été conservée, l'intérieur des bâtiments profondément restructuré et les jardins ouverts aux Cherbourgeois. La Shéma a conduit l'opération en deux tranches : l'appel d'offres a été lancé en mars 2003, les travaux ont débuté en juin et l'Ecole internationale de création et de réalisation audiovisuelle (Eicar) a ouvert ses portes le 3 novembre 2003. Parallèlement, 112 logements étudiants étaient livrés en octobre 2003. L'année 2004 voit la réalisation de la seconde tranche de travaux des locaux de formation et des auditoriums qui est livrée en octobre, ainsi que 113 logements étudiants. Depuis la rentrée d'octobre 2005, l'Eicar accueille 600 étudiants.

Outre le centre de formation, le pôle comprend des structures de production et de tournage, des ateliers de fabrication de décors, des salles de prise de son et de mixage, des structures d'accueil pour les équipes de réalisation, un centre d'affaires pour les sociétés de production, des locaux équipés pour des entreprises multimédia. Il a vocation à accueillir toutes les sociétés désireuses de réaliser une partie ou l'ensemble de leurs projets dans le secteur de l'image et du son. Grâce aux synergies créées, un véritable pôle d'excellence est en train de naître à Cherbourg !

# Développement local

(suite de la page VII)



## Smact (83) : un office du commerce à Sainte-Maxime

Pour dynamiser le commerce et favoriser son ouverture à l'année, la Smact (Sainte-Maxime animation commerce tourisme) a mis en place un office de commerce, passerelle entre chaland et commerçants. Elle gère également l'office de tourisme de la station balnéaire.

Créé en avril 2004 pour une durée de six mois, l'office du commerce a remporté un vif succès et a vu sa mission reconduite à l'année.

Il apporte aux chalands et aux commerçants des informations sur l'activité commerciale et ses animations ponctuelles : diffusion du guide des commerces et restaurants, du plan de la ville, du programme des animations, de cartes et prospectus des commerces adhérents. S'y ajoutent quelques services comme la monnaie pour les horodateurs, la mise à disposition gratuite (2 h) de voitures poussettes pour enfants (Boobaloos), prêts de cabas à roulettes, etc. Il offre aux commerçants la possibilité de mettre en avant leurs produits (expositions) et leurs promotions.

L'office du commerce a aussi pour mission de dynamiser la zone artisanale du Camp Ferrat.

En un an (du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005), il a enregistré plus de 26 500 visites et 3 640 prêts de Boobaloos.

L'augmentation du nombre des adhérents au guide des commerces, le développement des services aux chalands (portage des colis, aide aux personnes âgées ou à mobilité réduite) font partie de ses perspectives pour 2005-2006. Un local dédié lui sera construit sur le parking Louis Blanc.

L'office du commerce, un axe central pour le développement du commerce de Sainte-Maxime.

## Sovodeb (88) : une carte de crédit pour les déchets banals d'entreprises

Grâce à la carte Deby, nouveau mode de gestion des déchets qu'elle a mis en place, la Sovodeb permet aux entreprises abonnées (commerces, entreprises artisanales, PME, exploitations agricoles) de se débarrasser de leurs déchets banals sur l'ensemble des déchetteries du département des Vosges, quarante au total en 2005.

Véritable carte de crédit, la carte Deby est débitée à chaque apport en fonction du volume et de la nature des déchets déposés : les produits sont identifiés, pesés et les coûts de traitement sont prélevés de la carte.

L'entreprise reçoit à chaque dépôt un relevé détaillé qui lui servira de justificatif et de bordereau de suivi. Dans un souci de coût minimal, le système privilégie le non mélange des produits.

Pour mettre en place cette opération représentant un investissement de 105 000 € HT, la Sovodeb s'est appuyée sur des

partenaires publics et privés, parmi lesquels la Région Lorraine, le Syndicat mixte pour la gestion des déchets ménagers des Vosges, les chambres consulaires des Vosges, la Sovotom, Sita Lorraine, etc., sans oublier les collectivités exploitantes de déchetteries.

La Sovodeb a mené des actions de sensibilisation et de formation à l'environnement auprès des dirigeants et salariés d'entreprises et réalisé des diagnostics individuels.

La carte Deby permettra de collecter à terme 10 000 tonnes par an de déchets d'entreprises, réduisant ainsi les volumes des déchets ménagers à collecter et à traiter, tout en limitant les risques liés à la présence de déchets toxiques en quantités dispersées dans les bennes.

De plus, le dispositif permet une réduction des dépenses en eau, énergie et matières premières et une réduction des coûts d'élimination des déchets. Un bilan qui s'annonce satisfaisant !



### Elles ont concouru :

#### Dans la catégorie renouvellement urbain

Seli (87)  
Sem VR (59)  
Semi Tarbes (65)

#### Dans la catégorie développement durable

CTS (67)  
Guiltour (05)  
RMG (84)  
Sagi (75)  
Stabus (15)  
Tam (34)

#### Dans la catégorie développement local

Chamonix Développement (74)  
Delta 3 (59)  
Normandie Aménagement (14)  
Sem PFI (38)  
Semis (13)  
Semita (974)  
Semitan (44)  
Semitib (59)  
Shema (14)  
Smact (83)  
Sovodeb (88)

### Composition des jurys

#### Catégorie renouvellement urbain

##### Président :

Jacques Eury, directeur de Marseille Habitat, Sem lauréate en 2004

##### Membres :

Mme Dominique Riquier-Sauvage, architecte-urbaniste, administration de l'Association HQE  
Robert Ceccarelli, expert-comptable, groupe Adexi-Etoile  
François-Xavier Lanfranchi, rédacteur en chef de L'Hémicycle

#### Catégorie développement durable

##### Président :

Ivan Bielakoff, directeur général de la Semgest (94), Sem lauréate en 1996

##### Membres :

Loïc Piron, Association des maires des grandes villes de France (AMGVF)  
Claire Dagnogo, responsable du pôle environnement-aménagement du Gart  
Vincent Cocuelle, expert-comptable, groupe Adexi-Etoile  
Gérard Sorlin, journaliste, groupe Innovapresse

#### Catégorie développement local

##### Président :

Didier Martinet, directeur de la Segapal (69), Sem lauréate en 2003

##### Membres :

Anne-France Braquehais, déléguée générale du Conseil national des économies régionales (Cner)  
Domitien Dété, Association des petites villes de France  
Nathalie Villegier, expert-comptable, groupe Adexi-Etoile  
Sandrine Dyckmans, journaliste, achatpublic.com